

Réponse de Nicolas Dupont-Aignan aux quatre associations professionnelles d'historiens de l'enseignement supérieur français

Madame et Messieurs,

Je suis très sensible à votre initiative et j'ai tenu à y répondre personnellement. Je regrette vivement que les questions de l'enseignement supérieur et de la recherche n'occupent, à ce jour, aucune place dans cette campagne présidentielle pas plus qu'elles n'en ont occupé une dans les primaires de la droite et du centre ou dans celle de la gauche, primaires auxquelles j'ai refusé de participer. Je déplore d'autant plus cette absence que je juge ces questions fondamentales pour l'avenir de notre nation.

Pour ma part, j'ai tenu à confier la direction de mon programme présidentiel à l'un de vos collègues, universitaire et historien. Il l'a préparé, pendant trois ans et demi, en s'entourant de nombreux enseignants-chercheurs, mais aussi d'anciens présidents d'université, d'anciens recteurs et d'étudiants avancés. L'enseignement supérieur et la recherche occupent un chapitre entier sur les vingt-huit de mon programme, comme l'École de la République, la recherche et les secteurs d'avenir en constituent trois autres. Plus que de longs discours, cette proportion souligne l'intérêt que je leur porte.

Permettez-moi aussi, pour finir ce préambule, de personnaliser quelque peu ma réponse, puisque les Français sont appelés à élire une personnalité et pas seulement un porteur de programme. J'ai moi-même une double formation qui me singularise de la plupart des autres candidats, puisque je suis passé par deux grandes écoles, certes, mais aussi par l'Université. J'en suis très fier. En outre, je suis passionné par l'histoire. Il est fondamental, à mes yeux, que le chef de l'État d'un pays comme le nôtre soit homme ou femme de culture et sache s'entourer d'universitaires. De Gaulle, Pompidou et Mitterrand sont ici des modèles. Par pudeur, je ne citerai pas les noms d'autres présidents qui n'ont pas rempli cette exigence, pas plus que je n'évoquerai certaines sorties de candidats qui ont émaillé ce début de campagne et qui ont pu faire rire quand elles devraient plutôt faire pleurer.

Notre pays a besoin d'universités fortes, de formations de qualité et d'une recherche de pointe dans un environnement international de plus en plus concurrentiel. Or, les derniers gouvernements ont laissé notre enseignement supérieur et notre recherche décrocher : aujourd'hui hélas, ils se trouvent au niveau de ceux de la Russie et de l'Espagne ! Si je suis élu président, la nation consentira un effort sans précédent en leur faveur et leur budget passera de 1,08 % du PIB à 1,30 % (hors budget consacré à la recherche et développement que j'augmenterai par ailleurs à 2 %).

Fait significatif, l'enseignement supérieur et la recherche ne disposent plus, vous le savez, d'un ministère de plein exercice mais d'un simple secrétaire d'État ; or toute l'architecture ministérielle montre que la vraie ministre est celle de l'Éducation nationale, le supérieur étant subordonné au primaire et au secondaire. C'est illégitime et je rétablirai un ministère de plein exercice.

Le gouvernement pousse aux fusions d'établissements à marche forcée pour essayer de faire remonter la France dans les classements internationaux et pour réaliser des économies, alors que la Cour des Comptes a montré que, bien loin d'y parvenir, ces fusions génèrent en fait des dépenses nouvelles ! Des Présidents devenus de véritables PDG omnipotents depuis la LRU (aggravée sur certains points par la loi Fioraso) ne tolèrent pas qu'un de leurs « employés » fasse partie d'une équipe de recherche extérieure à leur université, même si un

tel rattachement est scientifiquement justifié, et ils le pénalisent dans sa carrière, voire le harcèlent.

Comment les universitaires, réduits à cette condition et corsetés dans un réseau de contraintes administratives toujours plus tatillonnes pourraient-ils développer une recherche innovante ? Bien des jeunes docteurs, parmi les plus brillants, étouffés par la bureaucratie, sous-payés et sans perspectives de postes, partent à l'étranger. La récente réforme du doctorat aggrave ces méfaits. Elle dénature un diplôme-clé qui doit sanctionner une recherche innovante et faire progresser la connaissance dans un des champs du savoir. Elle génère une énième procédure bureaucratique chronophage. Elle néglige la spécificité des lettres et des sciences humaines. Osons le dire : elle porte un grave coup à la recherche française.

Votre statut et votre liberté, enfin, sont menacés. Certains candidats de premier plan, vous le savez peut-être, entendent les remettre en cause, même s'ils ne le disent pas ouvertement.

Pour ma part je les sanctuariserai. Concrètement, dans un pays comme la France, avec ses traditions, l'État ne doit pas se désengager de l'enseignement supérieur et, dans les institutions universitaires, il doit trouver un point d'équilibre entre une véritable autonomie libérant les initiatives et le garde-fou à cette autonomie que constitue le statut national des universitaires et des diplômes.

Je laisserai donc les établissements qui le veulent s'associer pour créer des synergies, mais je n'imposerai rien. C'est aux communautés universitaires elles-mêmes de décider de leur destin et non au pouvoir central d'imposer des décisions en ce domaine. Il faut, en revanche, apporter une sécurité budgétaire aux établissements. Je souhaite donc la renationalisation de la gestion de la masse salariale. Ce qui s'est passé à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, mais aussi dans d'autres établissements est inadmissible !

Je réaffirmerai le principe d'un accès gratuit à l'enseignement supérieur, ainsi que la gratuité des concours. Je multiplierai les bourses au mérite pour les jeunes de milieux modestes en les substituant aux bourses sur simples critères sociaux. J'interdirai toute forme de recrutement ou de sélection par tirage au sort, totalement contraire aux principes républicains.

J'augmenterai le nombre d'heures de cours sur les deux premières années avec une obligation de présence effective, afin que chaque étudiant soit confronté à son niveau réel et ajuste ses exigences ultérieures. Naturellement, pour y parvenir, je dégagerai les moyens financiers et créerai les postes nécessaires. J'encouragerai les bi-cursus pour les étudiants qui en ont la volonté et la capacité.

Je sanctuariserai le budget des bibliothèques universitaires, qui sont fondamentales pour nos étudiants.

Je repenserai les contrats doctoraux et post-doctoraux, ainsi que les moyens des laboratoires innovants pour éviter la « fuite des cerveaux » dans d'autres pays et attirer les meilleurs jeunes chercheurs étrangers. J'abrogerai le décret sur les doctorats de 2016 qui pénalise très fortement les chercheurs obligés de mener de front une activité professionnelle salariée et la préparation de leur thèse.

Je revaloriserai les carrières d'enseignants-chercheurs pour rattraper le décrochage international de la France en la matière. Je réformerai leur recrutement dans les établissements, qui doit se faire sous contrôle du CNU pour empêcher le clientélisme trop fréquent, alors que plusieurs candidats, dont Emmanuel Macron envisagent, au contraire, de supprimer cette instance fondamentale.

En ce qui concerne la structure et le contenu de la formation des enseignants, je les réformerais par plusieurs dispositifs : recréation des écoles normales pour le primaire, réhaussement de la part de l'apprentissage disciplinaire dans les concours (l'agrégation et le CAPES que certains candidats entendent supprimer pour créer un corps unique du primaire au supérieur), développement des stages en situation reposant sur un service partagé avec un tuteur impliqué et rémunéré convenablement, rétablissement du système des bourses contre engagement décennal, réorganisation de fond en comble des ESPE où le pédagogisme règne en maître au détriment des contenus disciplinaires.

J'ajoute que je protégerai les HDR qui, elles aussi, sont menacées et qui pourraient disparaître, si certains candidats étaient élus, comme le montre le rapport Collet-Sassere de l'inspection générale de septembre 2015.

Je conclurai par la discipline qui motive votre questionnement : l'histoire. Elle est fondamentale, car elle joue un rôle central dans la formation du citoyen. Je suis totalement hostile à son instrumentalisation par certains candidats. Ceux qui entendent rétablir l'enseignement d'un roman national qui n'a plus lieu d'être dans la France de 2017 s'opposent aux partisans de la repentance. Je les renvoie dos-à-dos. Pour ma part, je suis attaché, à l'école primaire, à l'enseignement du récit national et à l'acquisition des premiers repères chronologiques, car il faut que nos jeunes enfants apprennent les bases et que notre nation fasse de nouveau corps. Pour le reste, les enseignants du secondaire comme du supérieur doivent être laissés libres afin de pouvoir enseigner une discipline ouverte et qui tienne compte des avancées de la recherche.

Ce sont eux, ce sont vous, Madame et Messieurs qui savez, et non les politiques qui n'auraient pas dû vous imposer quoi que ce soit. J'avais été fort choqué par les lois mémorielles de gauche comme de droite qui imposent une lecture orientée de l'histoire par le politique et je souhaite qu'on ne légifère plus en la matière.

Telle est mon ambition pour vous-mêmes et pour nos étudiants. Vous pouvez compter sur moi. Je tiendrai mes engagements si les Français me témoignent leur confiance les 23 avril et 7 mai prochains.

Je vous prie d'agréer Madame et Messieurs, l'expression de ma plus haute considération.

Nicolas Dupont-Aignan
Député et Maire de Yerres
Président de Debout la France
Candidat à l'élection présidentielle